



## ***Le réchauffement du globe et l'agriculture*** **Crédits de carbone**

Si le Canada veut remplir son engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre selon le protocole de Kyoto, le secteur agricole devra jouer un rôle important. Cela pourrait bien aussi donner aux agriculteurs un tout nouveau moyen de gagner de l'argent... en vendant à l'industrie des crédits de réduction des émissions ou crédits de carbone. Il y aura aussi peut-être un marché pour le retrait et l'entreposage de gaz à effet de serre dans les sols. Tandis que ce marché des crédits de retrait des émissions a le potentiel de mettre quelques dollars de plus dans les poches des producteurs, il y a aussi quelques pièges dans lesquels pourraient tomber les imprudents. Les agriculteurs devraient faire très attention si quelqu'un se présente à leur porte avec une offre trop belle pour être vraie.

Voici comment les crédits de carbone pourraient fonctionner. Les industries, comme l'agriculture, peuvent facilement réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les agriculteurs peuvent réduire les gaz à effet de serre soit en réduisant les émissions des combustibles fossiles, des engrais et du bétail soit en retirant les gaz à effet de serre de l'atmosphère en utilisant leurs terres agricoles comme puits de carbone biologique. De nombreux agriculteurs ont déjà fait de grands pas dans cette direction. Comme presque la moitié des producteurs de petites céréales et de céréales secondaires sont passés au semis direct dans les années 1990, les sols agricoles sont passés de sources d'émissions de carbone à des puits de carbone. John Bennett, un agriculteur qui habite près de Biggar, en Saskatchewan, estime que le semis direct

permet à son exploitation agricole d'entreposer assez de carbone dans ses sols évitant ainsi de brûler plus d'un demi-million de litres de carburant par an.

Les industries qui brûlent du charbon pour produire de l'électricité ne sont pas aussi privilégiées. Elles devront surmonter de gros obstacles financiers et techniques avant de pouvoir réduire leurs émissions de manière significative. Une solution qui est désormais envisagée est de mettre en place un marché d'échange des émissions de carbone pour donner aux industries émettrices le temps nécessaire pour développer des systèmes permanents de réduction des émissions. Dans ce scénario les sociétés émettrices de carbone net pourraient "compenser" leurs émissions de carbone en achetant des crédits de réduction des émissions ou en donnant à bail des crédits de retrait des émissions à leurs agriculteurs. "Tandis que virtuellement toutes les exploitations agricoles ont des émissions de gaz à effet de serre, la plupart ont des options pour réduire leurs niveaux," dit John Bennett. "Disons qu'un agriculteur diminue sa consommation en carburant et réduit ses émissions de 10%. Plus tard l'agriculteur met en place une méthode de gestion des engrais qui réduit les émissions de N<sub>2</sub>O de 10%. L'exploitation a maintenant atteint une réduction de 20%. Si la cible des émissions était 6%, l'agriculteur aura un excédent de 14% à vendre dans un marché de réduction des émissions." "Toute activité entreprise par les agriculteurs pour réduire les gaz à effet de serre devrait se faire en rendant leurs exploitations plus

efficaces et plus productives du point de vue économique," déclare John Hastie, président de Val Drew Environmental Services. "Tout revenu provenant des crédits de gaz à effet de serre devrait être envisagé comme une prime et pas comme quelque chose qui va assurer votre survie en tant qu'agriculteur."

Si la réduction des émissions offre bien sûr des occasions pour les agriculteurs de produire des crédits, le plus grand potentiel pour les exploitations céréalières sera peut-être d'entreposer (de retirer) le carbone dans le sol.

"Les données du Prairie Soil Carbon Balance Project suggèrent que le semis direct retire en moyenne 0,7 tonnes de carbone par acre par an," dit John Bennett. "Comme 39% des terres agricoles en Saskatchewan sont maintenant semées en direct, c'est un nombre très important, près de 20 millions de tonnes de carbone par an. La question suivante est de savoir quelle valeur ça a."

Au moment de la rédaction, il n'y a pas de règles officielles d'échange de carbone en place mais il y a un marché actif des gaz à effet de serre. Deux sites Web canadiens où les gaz à effet de serre sont négociés sont [www.pert.org](http://www.pert.org) et [www.gert.org](http://www.gert.org). Quand Alberta Agriculture a publié Greenhouse Gases- Things You Need To Know en juin 2001, ils estimaient qu'une exploitation céréalière de 2000 acres qui était passée du labour traditionnel au semis direct pouvait créer des crédits d'émissions valant 3000 \$ US par an. Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 10% pour l'élevage de la naissance à la finition de 500 truies (dans une

étable seulement) équivaldrait à 130 \$ US par an. Arriver à une réduction de 14% des émissions de gaz à effet de serre avec un troupeau de 50 vaches dans le centre de l'Alberta en ajustant les stratégies d'alimentation résulterait en 22 \$ US environ par an pour toute l'exploitation. Ces chiffres ne tiennent pas compte des coûts nets et des économies nettes de la mise en place de ces méthodes, seulement de l'argent de la vente de ces crédits d'émissions de gaz à effet de serre."

Même si les prix du carbone ont monté depuis que le Canada a ratifié l'accord de Kyoto en décembre 2001, John Hastie ne pense pas que ces prix continueront à monter indéfiniment.

"Quand le gouvernement fédéral a ratifié l'accord de Kyoto, il a signalé un prix plafond de 15 \$ la tonne pour le carbone," a déclaré John Hastie. "Si le coût de réduction est plus élevé que 15 \$ la tonne alors nos impôts paieront pour ça, alors évidemment ils ne s'attendent pas à ce que ce prix dépasse 15 \$ la tonne. De toutes les analyses que j'ai vues, cela semble être une hypothèse raisonnable."

Si les crédits de carbone atteignent 15 \$ la tonne et qu'une exploitation moyenne semée en direct retire 0,7 tonnes de carbone par acre par an, alors une exploitation de 2000 acres pourrait avoir 21 000 \$ canadiens de crédits de carbone à vendre chaque année.

## Ventes et crédits-bails

Si les crédits de carbone vont être négociés, il reste à savoir quelle est la meilleure manière de les négocier. "Dans Emissions Trading and the Transfer of Risks : Concerns for Farmers," un exposé de principe endossé par un groupe représentatif d'associations de

conservations des sols au Canada et aux États-Unis, John Bennett et Dave Mitchell disent que les agriculteurs devraient y réfléchir à deux fois avant de signer pour vendre des crédits de carbone. Leur préoccupation est que signer un accord permanent de vente pourrait amener des revenus à court terme mais s'accompagnerait d'obligations à long terme.

John Bennett met en garde les agriculteurs de ne pas signer de contrats de vente de carbone qui les engagent à maintenir des puits de carbone pendant une période indéterminée. Il pense que les agriculteurs devraient être prudents si un accord inclut la signature d'une servitude de conservation, qui oblige les propriétaires terriens actuels et futurs à maintenir le puits à perpétuité.

"Créer un puits de sol agricole est une chose, le maintenir en est une autre," dit John Bennett. "Quelles que soient vos intentions, vous avez seulement un contrôle limité du processus. Disons que vous connaissez trois ans de sécheresse et d'un seul coup votre puits fait marche arrière et vous commencez à émettre du carbone. C'est une possibilité et vous avez donc un engagement."

Dave Mitchell et John Bennett identifient les crédits de carbone à bail comme l'option préférable. Comme il n'y a pas de transfert permanent de carbone entre les acheteurs et les vendeurs, mais plutôt un bail ou un prêt d'un agriculteur (le vendeur) à un acheteur, les agriculteurs limitent leurs risques et diminuent leur responsabilité.

"Un bail peut stipuler que vous êtes d'accord pour garder le carbone pendant cinq ans et que s'il retourne dans l'atmosphère à ce moment-là, ce ne sera pas dans votre grand livre," dit

John Bennett. "L'entreposage des émissions c'est tout comme louer un garage pour le stationnement. Vous pouvez le louer à un client pendant cinq ans et si à la fin des cinq ans vous décidez de le démolir, tout ce que vous avez perdu c'est le revenu de la location."

"Le résultat net c'est que personne n'achète de crédits de carbone de manière permanente et que cela n'engage pas les agriculteurs indéfiniment," dit John Hastie. "L'affaire que GEMCO a négocié avec les agriculteurs de l'Iowa en est un bon exemple. Ils ont acheté du carbone entreposé pendant une année particulière et les agriculteurs se sont mis d'accord pour le maintenir pendant une période de six ans minimum. Vous pourriez accepter de l'entreposer plus longtemps si vous le vouliez. En fait c'est un bail, ce n'est qu'une question de sémantique."

## Sources:

John Bennett, communication personnelle, 2002

John Hastie, communication personnelle, 2002

Emissions Trading and the Transfer of Risk: Concerns for Farmers par John Bennett et Dave Mitchell

McConkey, Brian, B. Chang Liang, Glenn Padbury et Wayne Lindwall, 2000. Carbon Sequestration and Direct Seeding. In proceeding of 2000 Saskatchewan Soil Conservation Association Direct Seeding Workshop, SSCA, Indian Head

Greenhouse Gases- Things You Need To Know, juin 2001, Alberta Agriculture

The Prairie Soil Carbon Balance Project, Brian McConkey et al



Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Agriculture and  
Agri-Food Canada

Canada

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) est heureux de participer à la production de cette publication. L'AAC s'engage à travailler avec ses partenaires de l'industrie pour mieux sensibiliser le public à l'importance de l'industrie agro-alimentaire pour le Canada. Les opinions exprimées dans ce document sont celles du Conseil de conservation des sols Canada et pas nécessairement celles du ministère.

